

« On l'aime notre monde! »

François Bilodeau

Volume 32, numéro 6 (192), décembre 1990

La fin du Canada

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31950ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Bilodeau, F. (1990). « On l'aime notre monde! ». *Liberté*, 32(6), 11–14.

FRANÇOIS BILODEAU

«ON L'AIME NOTRE MONDE!»

Les gens «à faible revenu» reçoivent ce mois-ci un nouveau chèque émis par le gouvernement fédéral: un «remboursement» anticipé de la TPS. Quatre versements suivront en 1991. Aux bénéficiaires de ces chèques on dit alors: vous faites partie d'une classe inférieure de la société canadienne, mais n'ayez crainte, le gouvernement fédéral veille sur vous et s'emploie de tout cœur à vous soulager de votre fardeau. «On l'aime notre monde!»

*

L'État canadien est, pour l'instant, bien vivant. Tandis que des Québécois rêvent de voir se distendre les liens qui les retiennent au Canada, celui-ci s'occupe encore activement d'eux. De plus, il ne perd aucune occasion de se montrer: pendant des mois, les gouvernements canadiens auront fait les manchettes de notre téléjournal quotidien; puis, une fois la foire constitutionnelle terminée, ce fut au tour de l'armée, qui profita notamment des simagrées de Lasagne et de ses compagnons pour se refaire une beauté; enfin, l'automne venu, dans un dernier sursaut, de vieux sénateurs s'amènèrent au front pour défendre à leur manière les pauvres payeurs de taxes. Depuis environ un an, le Canada a élu domicile dans nos salons. Certes, nous l'aurons vu trébucher et faire des pitreries; il n'en reste pas moins qu'il s'est arrangé pour s'incruster chez nous. À la

Saint-Jean, les Québécois ont paradé dans les rues; mais, avant comme après, le Canada a paradé chez eux, en douce, sans avoir eu besoin d'invoquer au préalable une quelconque loi des mesures de guerre. D'aucuns diront que de toute façon il n'y a pas lieu de s'inquiéter: le Canada n'en mènerait pas large, il serait même sur le point de rendre l'âme. Eh bien, s'il en est ainsi, tout porte à croire que le Québec est appelé à lui servir d'hôpital.

*

Car le gouvernement du Québec ne profite guère des spasmes qui secouent le grand tout canadien. En fait, il se fait tout petit et se porte même au secours du moribond. Chaque jour, sans que cela n'y paraisse, la soumission du Québec au Canada se confirme, nonobstant la «nonobstant» et les montées de nationalisme en temps de crise (loi 178, lac Meech, Mohawks). Ce nationalisme s'est d'ailleurs révélé plus défensif que revendicateur, plus intéressé que franc et lucide. N'étant plus articulé sur un projet politique, il se manifeste surtout par des réactions épidermiques, que viennent tempérer ensuite les paroles lénifiantes des hommes d'affaires politiques qui vantent les réussites de l'«entrepreneurship» québécois (dont l'accès à mon marché Métro soixante-deux heures par semaine, soit vingt-sept de plus qu'à la «Maison de la culture» à deux pas). «On l'aime notre monde!»

*

Il semble bien, aujourd'hui, que les commerçants politiques n'ont jamais autant encouragé leurs concitoyens à s'exprimer et à afficher leur appartenance. Eux, pendant ce temps, interviennent le moins possible, sauf pour prendre le pouls des consommateurs — et ajuster leur tir au besoin — et pour poser aux démocrates. Ils s'accrochent fort

bien des sursauts populaires et des querelles qui éclatent çà et là: quand une Chantal Daigle et un Jean-Guy Tremblay s'entre-déchirent par caméras interposées, quand des Québécois réagissent à la vue d'Ontariens qui piétinent le fleurdelisé, quand des barricades s'érigent entre Amérindiens et Québécois, ils se frottent les mains puisqu'ils n'auront pas à trop se compromettre ou à salir leur chemise. Et, à leur prochaine apparition publique, ils pourront tout à leur aise dénoncer les excès des uns et des autres, faire appel au bon sens et à la modération, et souhaiter la création d'un consensus pour le bien de tous.

Certains de ces sages nous sont devenus familiers (Mulroney, Trudeau, Ryan, Bourassa, Castonguay, etc.). D'autres apparaissent à l'occasion pour se faire, disent-ils, les haut-parleurs du vrai monde. Ainsi, à Montréal par exemple, des directeurs de la programmation de stations de radio ont déclaré, à la fin de septembre, qu'ils avaient cessé de diffuser les chansons du duo montagnais Kashtin (*Cashtin* à Radio-Canada, comme «Johnny Cash» ou «cash register») à la suite d'appels répétés d'auditeurs qui se plaignaient d'entendre des Sauvages sur nos ondes. Le peuple parle; l'homme responsable, qui aime son monde, écoute et prend en considération ce qu'on lui dit. C'est ça la démocratie. Lorsque ces hommes sages et responsables ont été interrogés sur le bien-fondé de leur geste, ils ont alors répondu qu'ils étaient prêts à faire tourner à nouveau les chansons de Kashtin si le peuple le leur signifiait. Ils reçurent alors plusieurs appels, et Kashtin fut réhabilité. Le lendemain de cet «incident», les deux Montagnais se sont presque excusés d'exister. D'ailleurs, de quoi auraient-ils pu se plaindre? On les recevait, ce soir-là, à la télévision, leur disque continuerait à se vendre — et bien — et ils s'apprêtaient à récolter une flopée de trophées au gala de l'ADISQ. N'empêche: pendant quelque temps ils ont été bannis des ondes en raison de leur origine raciale et du fléchissement des cotes d'écoute — et des revenus tirés de

la publicité — qu'elle risquait de provoquer aux yeux des «démocrates» paniqués. L'un de ceux-ci a pourtant déclaré qu'en retirant leurs chansons, il avait voulu «protéger» les deux Montagnais des flambées de haine et de violence. «On l'aime notre monde!»... à la condition, toutefois, qu'il ne nuise pas à la prospérité de nos petites affaires.

*

Au terme des débats qui se dérouleront à la «commission parlementaire élargie» et au sein du Parti libéral (allongé?), Robert Bourassa aimerait voir émerger un Québec *canadien*, c'est-à-dire une PME où l'on continuera à brasser des petites affaires et à rappeler de temps à autre à chacun le rôle qu'il doit y jouer. Si son vœu se réalise, le Canada ne mourra pas: il survivra en nous, Québécois. Et le chèque qu'émettra dorénavant le ministère québécois du Revenu sera aussi dur à encaisser que celui de Revenu Canada.